

Rock anti Police : pour en finir avec la “vie”
policée!

A l'aube des années 80, un réseau informel et fluctuant se met en branle pour réagir aux expulsions de jeunes immigré-e-s, à la multiplication d'assassinats racistes et plus généralement aux logiques répressives. Il est temps de s'auto-organiser sur ces questions pour celles et ceux issu-e-s des banlieues, des cités transit mais aussi du mouvement autonome et des luttes anti carcérales. Dans cette ambiance, naît une série de concerts 'rock anti police' au milieu des cités et sans aucune aide financière.

A partir de ces concerts gratuits auto-gérés par l'entière de ses participant-e-s, l'idée est de brancher des personnes qui vivent dans la même merde, qui partagent les mêmes besoins, de créer des possibilités de rencontre et de circulation à travers les cités, mais aussi entre différents quartiers. Se réapproprié l'espace devient un enjeu important pour ces immigré-e-s, prolétaires, rebel-le-s qui sont la cible principale de la flicaille. Il s'agit très concrètement d'arracher une possibilité d'existence, d'affirmer ses besoins et ses aspirations .

Aujourd'hui, plutôt que de reproduire à l'identique ces expériences, ce qui relèverait de l'absurde, l'organisation d'un concert rock anti police est l'occasion d'échanges moins codifiés mais aussi un moyen qui nous inspire s'il permet de tisser des complicités, des solidarités, des complicités subversives. Parce qu'il est toujours d'actualité **de déjouer les séparations sociales qui nous enferment et contribuent à nous rendre étrangers/étrangères les un-e-s aux autres afin de re-trouver une capacité d'intervention autonome contre la répression et le monde qui l'a produite. En effet, le cadrage, le harcèlement et les coups portés par le système répressif dans les quartiers populaires, dans les luttes sociales et ailleurs gardent une grande vigueur.**

La répression est un rapport social qui fait partie du quotidien. Car, qu'il s'agisse tous azimuts d'assassinats policiers, d'expulsions de squat d'exilé-e-s, d'expulsions locatives et de contrôles multiples (CAF, Pôle emploi, service “sociaux”) c'est la même chasse

aux indésirables, teintée de racisme et de mépris de classe ouverts, qui anime le pouvoir et ses larbins visibles en uniforme bleu ou en robe de magistrat. Dans cet esprit, il faut maintenir l'ordre social et le pouvoir sait reserrer l'étau et revaloriser l'espace ici et là en expulsant, en remplaçant celles et ceux qui font tâche au tableau. Etant entendu que les quartiers comme les friches industrielles, entre autres, deviennent des réservoirs à placements capitalistes, lissés et verdis à l'occasion, autant de futurs lieux aseptisés pour un public intégré, friqué et rentable.

Mais le système répressif ne s'arrête pas aux limites des quartiers, des villes et des luttes sociales. Il connaît de multiples raffinements abjectes. Outre la vidéo-surveillance qui fleurit partout, le panoptique (c'est-à-dire la possibilité de surveiller tout le monde partir d'un point donné) s'impose notamment, par la construction de nouvelles prisons high tech la périphérie des villes dans lesquelles viennent s'entasser, loin des leur-e-s, toujours plus d'exploit-e-s, de pauvres et de rebel-le-s. A ces peines viennent s'ajouter la multiplication des peines hors les murs : port du bracelet électronique, assignations à résidence, pointage au commico, travaux d'intérêt général...

Récemment encore, l'augmentation de salaires accordée aux flics pendant les mouvements des gilets jaunes, des lycéens et des lycéennes, sans que d'ailleurs presque personne ne pipe mot, nous rappelle que l'ordre n'oublie pas ses représentant-e-s zélé-e-s. Ceux et celles qui tabassent, mutilent et tuent sont récompensé-e-s. Ceux et celles encore qui reconduisent les exilé-e-s au-delà des frontières en passant par les centres de rétention sont loué-e-s. Cela n'est pas étonnant, que ce soit pour défendre la sacro-sainte propriété, le monopole de la violence, les valeurs et les normes dominantes érigées en lois, l'état se donne toujours les moyens de contrôler, de menacer et de punir.

Le contexte actuel, les luttes qui ont cours démontrent à bien des égards qu'il est possible de déjouer l'écrasement que nous subissons tous les jours en reprenant confiance en notre force face à la domination et l'exploitation. On ne peut que s'en réjouir ! Il semble que le goût pour l'initiative, l'action directe et la liberté aient été retrouvés de bien des manières et en bien des endroits en dehors des médiations institutionnelles et sans hiérarchie. Mais tenter de porter des coups au système nous expose aussi à ses foudres. Toujours plus de blessé-e-

s ,d'interpellations et de peines qui s'accumulent. Malgré cela, il est possible de maintenir le conflit en luttant contre la répression et ce qui la sous-tend c'est à dire l'ensemble des rapports sociaux. Aussi, l'anti-répression ne doit pas devenir un temps mort ou une activité séparée mais bien l'occasion de porter encore des coups au pouvoir et ses détenteurs et détentrices.

Celles et ceux qui tentent de contenir nos révoltes, en leur offrant une porte de sortie citoyenne , politicarde , référendaire au nom d'un peuple ou d'une patrie imaginaire et autres, ne doivent pas nous illusionner. Il s'agit d'un racket politique qui vise à maintenir ce monde tel qu'il est dans les cadres définis par le pouvoir. Seules nos luttes paient. De même il n'y pas lieu d'opposer tel cas de répression contre un autre, car c'est là aussi se conformer aux critères du pouvoir. Face à ces constat le temps est venu de tisser des liens pour en finir avec les différents murs de la prison sociale en prenant le maximum de libertés possibles dans une perspective révolutionnaire. Ensemble nous sommes de la dynamite !

Nous vous invitons le samedi 16 février à la pétroleuse à partir de 16 h pour la projection du film « Faites sortir l'accusé » en présence du réalisateur, suivi d'une discussion contre l'enfermement. A 20h, concert rock anti police avec les groupes Flying Turtles, Rotsckar, Anomaliq et Mad Max. A bientôt !

